

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service risques et installations classées (SRIC)  
12/14 rue des Archives  
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 02/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VEOLIA PROPLETE ILE-DE-FRANCE**

28 boulevard de Pesaro  
92000 Nanterre

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2025/AH/N°341  
Code AIOT : 0006520140

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2025 dans l'établissement VEOLIA PROPLETE ILE-DE-FRANCE implanté 48-64 route de l'Ile Saint-Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VEOLIA PROPLETE ILE-DE-FRANCE
- 48-64 route de l'Ile Saint-Julien 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0006520140
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

VÉOLIA PROPRETÉ Île-de-France exploite un centre de tri des encombrants et des déchets de chantier sur un terrain de Port de Paris, situé au 48-64, route de l'île Saint-Julien à Bonneuil-sur-Marne.

Le site de Bonneuil-sur-Marne, implanté au 48-64, route de l'île Saint-Julien, comprend :

- un centre de tri mécanisé des encombrants et déchets du BTP,
- un centre de transfert des matériaux collectés sélectivement,
- une installation de broyage du bois valorisable,
- une déchetterie à destination des usagers professionnels (artisans, commerçants, industriels),
- une installation de broyage de meubles.

Le site (tous apports confondus) peut accueillir jusqu'à 250 000 tonnes de déchets par an.

La déchetterie est accessible, pour les apports de déchets, du lundi au samedi de 6h30 à 21h30. La ligne de tri fonctionne du lundi au vendredi de 6h30 à 21h30. Les opérations de maintenance et d'entretien se font entre 21h30 et 6h30.

Le site dispose d'un effectif de 54 personnes pour son exploitation.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 14/03/2022, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
2	Origine des approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 4.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Conditions de dépoussiérage de l'installation	Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 3.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, l'inspection a relevé une problématique liée aux poussières sur site produite en particulier par un appareil de dépoussiérage sous-dimensionné induisant une accumulation importante de poussière et une forte consommation d'eau pour piéger les poussières.

De plus, il est attendu de l'exploitant qu'il mette en conformité son installation avec les prescriptions de son arrêté préfectoral en ce qui concerne les prélèvements d'eau et les rejets aqueux.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/03/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant réalise une étude afin d'étudier les marges de progrès potentielles permettant d'accroître la limitation de ses rejets aqueux, au regard des objectifs de l'article 1er du règlement du SAGE approuvé par l'arrêté interpréfectoral du 2 janvier 2018 susvisé. [...]

#### **Constats :**

L'exploitant a réalisé une étude hydraulique transmise le 11/04/2023 qui a déjà fait l'objet d'un rapport.

Cette étude envisageait 2 solutions. Ces solutions n'ont pas été jugées suffisantes pour atteindre les objectifs fixés par la réglementation en matière de limitations des rejets aqueux. Par courrier préfectoral du 13/06/2024, la préfète du Val-de-Marne a signalé à l'exploitant :

- que la réutilisation des petites pluies à des fins domestiques est insuffisante pour permettre le «zéro rejet» et doit être renforcée par la mise en place d'un dispositif d'infiltration idoine ;
- que le volume du bassin d'infiltration proposé n'est pas suffisant et doit prendre en compte la totalité des eaux des petites pluies soit 288 m<sup>3</sup>;
- qu'il dispose d'un délai d'un mois, à compter de la date du courrier préfectoral, pour faire connaître la solution retenue ;
- qu'il dispose d'un délai de deux mois, à compter de la date du courrier préfectoral, pour transmettre le porter à connaissance de la modification de l'installation.

Une réunion par la suite a été réalisée informant l'inspection des complexités auxquelles l'exploitant faisait face pour la réalisation des solutions décrites ci-dessus et que d'autres dispositions seront envisagées.

A ce jour, aucun nouveau document n'a été transmis par l'exploitant et aucune nouvelle action n'a été mise en œuvre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre en compte les demandes de compléments de la préfecture sur son étude hydraulique, la mettre à jour, se positionner sur la solution retenue et mettre en œuvre les dispositions appropriées afin de limiter ces rejets aqueux en Darse dans un délai de 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 2 : Origine des approvisionnement en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements et la consommation, notamment en privilégiant le recyclage et la réutilisation des eaux usées sur site, l'utilisation de système hydro-économes, ainsi

que l'utilisation d'eau pluviales pour les utilisations qui ne nécessitent pas d'eau potable (arrosage à la lance ou brumisation des déchets et voiries pour l'abattement de la poussière, lavage des engins, chasse d'eau des toilettes si possible, arrosage des espaces verts ...), dans le respect des prescriptions du présent titre.

L'eau nécessaires au fonctionnement de l'établissement est prélevée dans le réseau communal géré par la ville de Bonneuil-sur-Marne ou le Port autonome.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour utiliser et réutiliser, autant que possible, les eaux pluviales non polluées et les eaux dépolluées sur site, en lieu et place de l'eau potable du réseau communal. [...]

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau public d'eau potable	Bonneuil-sur-Marne ou Port autonome	1870 Conformément à l'article 10.2.1, cette consommation sera ajustée si besoin du fait de la technologie utilisée pour l'abattement des poussières : brumisation ou canon à eau

#### Constats :

L'exploitant prélève plus d'eau potable que ce qui est autorisé par l'article ci-dessus.

Entre 2021 et 2024, le volume d'eau prélevé est passé d'environ 7500 à 5000 m<sup>3</sup>, ce qui montre une amélioration mais dépasse toujours la limite autorisée.

Afin de limiter la consommation d'eau potable l'exploitant a mis plusieurs dispositifs comme un brumisateur au lieu d'un canon à eau pour limiter l'envol des poussières et l'utilisation des eaux pluviales pour les espaces verts et les voiries.

Cependant, ces dispositifs ne sont pas suffisants pour respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26/07/2017.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se conformer à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26/07/2017 et respecter une consommation maximale d'eau potable de 1870 m<sup>3</sup>/an, dans un délai de 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois
--------------------------------

**N° 3 : Propreté de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 8.1.3
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et les poussières.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Lors de l'inspection, qui a commencé à 9h, il a été observé une forte accumulation de poussières dans différentes zones du site et en particulier au niveau d'une zone comprenant un compresseur.
---

Le 09/09/2025, l'exploitant a transmis une photographie de la zone comprenant le compresseur montrant le nettoyage de la zone.
--

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'article 8.1.3. de l'arrêté préfectoral du 26/07/2017 dans un délai de 2 mois.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 2 mois
---------------------------------------

**N° 4 : Conditions de dépoussiérage de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2017, article 3.2.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'installation de dépoussiérage, d'un débit de 200 000 m <sup>3</sup> /h, est composée d'un réseau d'aspiration de l'air empoussiéré, relié à un filtre qui réalise la séparation air/poussière. [...]
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Il apparait dans la dossier d'information au public de l'année 2020 que l'installation de dépoussiérage a une capacité de 56 000 m <sup>3</sup> /h, soit environ 4 fois inférieure à ce qui était défini dans le dossier d'autorisation.
--

L'exploitant n'a pas informé la préfecture de cette modification qui engendre une accumulation de poussières plus importante au niveau de l'installation, pouvant augmenter les risques de départ de feu.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une installation de dépoussiérage conforme à son dossier de demande d'autorisation et à l'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 26/07/2017, c'est à dire d'un débit de 200 000 m<sup>3</sup>/h, dans un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois